

Todd Shepard, *1962 : comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, Paris, Payot, 2008, 415 p. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claude Servan-Schreiber.

Claire Marynower

Certains pans de l'histoire nationale, pour pouvoir être ébranlés, nécessitent un regard étranger. L'ouvrage de Todd Shepard est de ceux qu'un Français n'aurait sans doute pas écrits. Ce livre, c'est bien celui d'un Américain qui se penche sur l'histoire de la France coloniale, et tant dans sa forme que dans ses contenus il a de quoi surprendre, tout au moins, le lecteur hexagonal. Shepard propose de relire l'histoire de l'Algérie française selon une perspective originale, à rebours des approches habituelles : sa démarche, sans doute plus explicite dans le titre original¹, consiste à mettre en valeur la transformation de la métropole par sa colonie, dans une sorte d'effet-retour. Ainsi écrit-il, en quelque sorte, une histoire de la France algérienne. Il revendique l'originalité de sa démarche et de ses conclusions, et livre explicitement un ouvrage à thèse. Plus ou moins inédites, les affirmations de l'historien de la Johns Hopkins University se révèlent parfois iconoclastes. Ambitieuse, sa relecture de l'histoire de la France en Algérie, en particulier de sa fin traumatique, se fonde sur la restitution de la façon dont les événements liés à l'indépendance algérienne ont non seulement eu lieu, mais ont été vécus et dits. Todd Shepard se propose donc d'écrire une histoire des mots et des discours. Il rejoint dans une certaine mesure les préoccupations d'un Reinhart Koselleck, avocat d'une histoire des concepts et des catégories². Il le dit très clairement : sa démarche consiste à « prendre les propos au sérieux³ », et en particulier ceux des partisans de l'Algérie française.

L'auteur revient dans une partie initiale sur l'histoire de la France en Algérie. En constante tension entre deux pôles, l'assimilation et la coexistence dans la différence, la République n'a selon lui dépassé cette ambivalence fondatrice que dans la dernière période de son aventure coloniale. C'est en effet l'une des affirmations marquantes du livre de Shepard : de 1956 à 1962, une double histoire s'est jouée en Algérie. Celle de la guerre d'indépendance commencée à la Toussaint 1954, d'abord, mais aussi celle, sans doute plus souterraine, de l'intégration de l'Algérie à la France. Les mesures prises à partir de 1956 par les deux Républiques, en faveur de ceux que l'on appelle dès lors les « Français Musulmans d'Algérie » – pour l'emploi dans les services publics par exemple – introduisent une politique de « discriminations positives », et une vision ethnicisée de l'appartenance à la nation. Ainsi, pour l'historien américain, la France en Algérie a, pendant ses dernières années, rompu avec ses traditions juridiques

¹ Todd Shepard, *The Invention of Decolonization : The Remaking of France during the Algerian War*, Cornell University, 2006.

² *Le futur passé : contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 1990.

³ Todd Shepard, *1962 : comment l'indépendance algérienne a transformé la France*, Paris, Payot, 2008, p. 11.

républicaines en pratiquant une politique d'intégration, adoptant à cette occasion et pour la première fois une législation de la nationalité intégrant une composante de *jus sanguinis*.

Le livre de Shepard fonde la majeure partie de ses analyses sur le temps de la séparation : cette décolonisation que l'on invente alors, ce divorce qui n'avait rien de nécessaire. Deux conflits se nouent à partir de 1954 : celui qui oppose la France au FLN, mais aussi celui qui voit se confronter deux visions de la France. Cet affrontement idéologique met aux prises les défenseurs de l'Algérie française et les autres, la grande majorité silencieuse qui en vient progressivement à considérer le retrait français de ses départements nord-africains comme nécessaire, car relevant d'un « courant de l'histoire ». Les défenseurs de la présence française en Algérie, en revanche, avaient fait leurs principes, idéaux et méthodes de la République : ceux qui se réclamaient de la plus stricte légalité, finalement, étaient du côté de l'OAS. Pour Todd Shepard, les références à la Révolution, à la Commune, au respect de la Constitution et des lois par les Salan, Susini, Lagayette, n'étaient pas que de façade. Reléguée au rang de simple propagande, cette rhétorique puisait en fait ses racines, selon l'auteur, dans des convictions réelles : l'assimilation de la mouvance « Algérie française » à un fascisme, réalisée au moment même du conflit par les médias de masse tels *Paris-Match* et prolongée jusqu'à nos jours, est un raccourci qui témoigne de la méconnaissance de l'histoire de la France en Algérie. Cette histoire de la séparation de la France et de l'Algérie doit être révisée selon Shepard : écrite sur le mode du déterminisme historique par les hommes au pouvoir et les journalistes, elle devrait au contraire restituer le poids des acteurs, des discours, l'affrontement de deux France, l'importance de la contingence enfin.

La guerre d'indépendance algérienne n'a pas seulement donné naissance à une nouvelle République outre-Méditerranée, elle a aussi contribué à modifier profondément la France. D'abord, le conflit dans son dénouement a été instrumentalisé par le pouvoir gaulliste pour renforcer la présidence, imposer des limites à la délibération parlementaire, et favoriser la création d'un « domaine réservé » du chef de l'Etat en matière de politique extérieure. Mais les derniers mois de la guerre ont aussi transformé la France en un sens que l'on connaît moins : la définition, en particulier, de la citoyenneté des Algériens, a contribué à remodeler profondément les catégories du droit républicain. La séparation des deux populations, française et algérienne, décidée en 1962, a en effet donné lieu à une « violation manifeste de la Constitution et du système juridique⁴ » français. En adoptant une partition binaire de la population, l'on reconnaissait finalement et définitivement une différence de nature raciale entre deux groupes, dont l'un que l'on excluait, et l'on contredisait le texte de la Constitution de la V^e République qui avait fait de tous les habitants de l'Algérie des citoyens français. Cette « nouvelle logique racialisée⁵ » que la France fit alors sienne révéla au grand jour les représentations contradictoires de la République et de la nation. Evacuant l'ensemble compliqué de définitions prévues par les accords d'Evian, le pouvoir français mettait en place une distinction simple, qui séparait désormais deux catégories ni évidentes ni précises, non conformes enfin à la légalité républicaine. Pour Shepard, c'est dans les derniers instants de la présence française en Algérie, précisément en 1961 avec la naturalisation massive des juifs mozabites régis jusque-là par un statut local indigène, que le terme de « Musulmans »

⁴ *Ibid*, p. 148.

⁵ *Ibid*, p. 211.

cesse d'appartenir au vocabulaire juridique pour désigner exclusivement une notion ethnique. Ce faisant, la France reconnaissait l'échec de la politique d'assimilation en Algérie.

Originale, stimulante, provocatrice parfois, la démarche de Todd Shepard apporte un regard neuf sur l'histoire de la France en Algérie, et sur les fruits de la révolution algérienne en métropole. Elle met à jour les contradictions du projet républicain dans sa réalité coloniale, et l'importance du conflit qui se joua en France autour de cette « invention de la décolonisation », moins évidente qu'il n'y paraît. Elle ne convainc pas toujours cependant ; l'on peine à suivre l'auteur lorsqu'il relit toute l'histoire de la présence française en Algérie à l'aune du conflit qui y mit fin. L'ouvrage de Todd Shepard a cependant le mérite de soulever des interrogations cruciales, de mettre à jour des questionnements originaux, sans toutefois en épuiser tout à fait les réponses.